

CAI
SA

Government
Publications

cas Approvisionnement
et Services Canada

- 2010

CAI
SA
- 2010

3 1761 1170938 2

You asked us about... the 30-day payment policy



As you know...

Any individual or firm, no matter how large, how small or where located in Canada, has the right to apply to do business with the federal government. We encourage you to read this publication which is one in a series designed to help you do business with us – the Supply Administration of Supply and Services Canada (SSC).

What is it?

Federal government policy specifies payment of accounts within 30 days of either the date on which performance of the contract is complete or the date on which the invoice is received, whichever is later.

Contract completion date

This is usually the date on which goods were received at the location specified in the contract, or the date on which notice was given that services were rendered.

Date invoice is received

This is the date on which an invoice in proper form (i.e., containing or accompanied by required documentation) is received. Departments must notify suppliers of any errors or omissions within 15 days of receiving an invoice.

What about interest?

Interest can be charged on amounts overdue when delay rests with the government. The interest period is measured from the date on which the amount is overdue (the 31st day following contract completion or receipt of invoice) to the day before the date on which the overdue amount is paid. Interest will not be paid on an interim basis, nor will it be paid on interest charges.

When contract performance is disputed, settlement may take outstanding interest into account.

At what rate?

The interest rate is the Bank of Canada's bank rate in effect at the close of business on the date on which the amount is overdue, plus 1 1/4 per cent.

Procedure

Suppliers must request payment of interest within 90 days of the date we paid the overdue amount (date shown on cheque). It is not necessary to calculate the amount of interest when billing – indicating the amount overdue for which interest is claimed together with the invoice number is sufficient.

Interest is calculated by multiplying the overdue amount by the allowed rate and the period expressed as a fraction of the year in days.

Does it apply to all contracts?

No. For certain contracts, primarily those for construction (capital) projects, terms and conditions regarding the payment period and interest are specified in the contract.

A final word

Every large organization must have some rules and regulations governing its business transactions; on occasion – and especially at first sight – these can seem to be daunting. We hope this publication will reassure you and that it, along with the others in the *You asked us about...* series, will prove helpful to you. Please call us if we can assist in any way – we're here to help. For those readers who are not yet doing business with us, we hope we may have the pleasure of adding your name to our lists of qualified suppliers in the very near future.

For more information, please contact:

Corporate Relations Branch
Supplier Relations Section
14A1, Phase III
Place du Portage
Hull, Québec
K1A 0S5
(819) 997-2686

Published under the authority of the
Minister of Supply and Services
Government of Canada

This publication was prepared by
Corporate Relations Branch
Supply Administration
Supply and Services Canada (SSC)

© Minister of Supply and Services
November 1984

Cat. No. P35-20/7-1984
ISBN 0-662-53363-1

Canada



Parlons de... paiement dans les 30 jours

Comme vous savez...

Toute personne ou entreprise, quels que soient sa taille et son lieu d'exploitation au Canada, a le droit de demander de faire affaire avec le gouvernement fédéral. Nous vous encourageons à lire cette publication qui fait partie d'une série destinée à vous aider à transiger avec nous, de l'administration des Approvisionnements et Services Canada (ASC).

Politique de paiement dans les 30 jours

Le gouvernement fédéral a adopté pour politique de payer ses comptes dans les 30 jours qui suivent la date d'exécution du marché ou la date de réception de la facture, la plus récente de ces dates étant retenue.

Date d'exécution du marché

Il s'agit de la date à laquelle les biens ont été reçus à l'endroit précisé dans le marché ou de la date à laquelle le fournisseur a signalé par écrit avoir exécuté les services commandés.

Date de réception des factures

Il s'agit de la date à laquelle une facture dûment accompagnée de la documentation requise est reçue. Les ministères doivent signaler aux fournisseurs toute erreur ou omission dans les 15 jours qui suivent la réception d'une facture.

L'intérêt sur les comptes en souffrance?

L'intérêt peut être imposé sur les comptes en souffrance lorsque le retard est attribuable au gouvernement. L'intérêt portera sur la période allant de la date à laquelle le montant est en souffrance, à savoir le 31^{ème} jour suivant l'exécution du marché ou la réception de la facture, jusqu'à la veille du jour où le montant en souffrance est payé. Le gouvernement ne paiera pas d'intérêt provisoire ni d'intérêt sur les intérêts accumulés.

Lorsque l'exécution d'un marché est contestée, on pourra tenir compte, au moment du règlement, de l'intérêt en souffrance.

À quel taux d'intérêt?

Le taux d'intérêt autorisé est celui de la Banque du Canada en vigueur à la fermeture des bureaux à la date à laquelle le montant devient en souffrance, majoré de 1/4 pour cent.

Marche à suivre

Les fournisseurs peuvent réclamer des intérêts dans les 90 jours qui suivent le jour où la somme en souffrance a été payée (d'après la date indiquée sur le chèque). Il n'est pas nécessaire de calculer le montant de l'intérêt au moment de la facturation, il suffit d'indiquer le montant en souffrance pour lequel on réclame de l'intérêt et le numéro de facture.

Pour calculer l'intérêt, on multiplie la somme due par le taux autorisé et la période visée exprimée sous forme de fraction d'une année, en jours.

Portée de la politique

La politique de paiement dans les 30 jours ne s'applique pas à tous les marchés, notamment les marchés de construction (projets d'immobilisation), pour lesquels la période de paiement et les conditions d'intérêt sont prévues au contrat.

Cela dit...

Tout grand organisme doit forcément établir des règles et règlements régissant ses opérations commerciales. À première vue, ceux-ci peuvent sembler intimidants. Aussi espérons-nous que cette publication et les autres de la série *Parlons de...* sauront vous rassurer et surtout, vous être utile. Sans doute aurez-vous encore des questions à éclaircir. N'hésitez pas à communiquer avec nous, nous sommes là pour vous aider! Quant aux lecteurs qui ne font pas encore affaire avec nous, nous espérons avoir bientôt le plaisir d'ajouter leur nom à nos listes de fournisseurs qualifiés.

Pour de plus amples informations, s'adresser à :

La Direction des relations publiques
Section des relations avec les fournisseurs
14A-1, Phase III
Place du Portage
Hull (Québec)
K1A 0S5
(819) 997-2686

Publication autorisée par le
Ministre des Approvisionnements et Services
Gouvernement du Canada

Ce dépliant a été préparé par la
Direction des relations publiques
Administration des Approvisionnements
Approvisionnement et Services Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services
novembre 1984

N° de cat. P35-20/7-1984
ISBN 0-662-53363-1